

Une journée en 2010 pour sauver les phoques

Priorités

Quoiqu'il y ait de nombreuses façons dont vous pouvez contribuer à sauver les phoques, nous vous demandons aujourd'hui de communiquer avec votre député et vos sénateurs pour réclamer la fin de l'abattage commercial.

Le moyen le plus efficace de transmettre votre demande à ces représentants élus est en personne. Tous les Canadiens ont le droit de demander à rencontrer personnellement leur député ou leurs sénateurs. Téléphonnez préalablement pour planifier un rendez-vous. Si vous n'arrivez pas à rencontrer vos représentants en personne, un appel ou une lettre manuscrite (envoyée par courriel ou par télécopieur) est également très efficace. La dernière façon recommandée pour transmettre votre message est par courriel.

En communiquant avec votre député/vos sénateurs lors de la Journée pour sauver les phoques, cinq demandes clés peuvent être soumises :

1. Votre député et vos sénateurs devraient demander à la ministre des Pêches Gail Shea d'annuler immédiatement la chasse au phoque commerciale de 2010.

- Les phoques du Groenland, qui sont la cible principale de la chasse au phoque commerciale du Canada, dépendent de la glace. Ils ont besoin d'une couverture de glace de mer pour mettre le bas et allaiter leurs bébés.
- Environnement Canada confirme que 2010 a été marquée par la plus petite surface de glace de mer de l'histoire sur la côte Est du Canada—la zone où les phoques du Groenland mettent le bas.
- Cette faible accumulation de glace s'inscrit dans une tendance plus globale : 21 des 40 dernières années — y compris chacune des 15 dernières années—ont été caractérisées par une couverture de glace inférieure à la moyenne pour cette période.
- Un nombre massif de mortalités de bébés phoques est prévu en 2010. Beaucoup de mères ne trouvant pas de glace de mer devront avorter dans l'eau et de nombreux bébés seront nés sur une glace fragile et mince pouvant rompre avant que les bébés ne soient assez forts pour survivre en eau libre.
- Un gouvernement responsable sauverait les bébés phoques survivants et annulerait la chasse au phoque de 2010.

2. Vos sénateurs devraient appuyer le projet de loi historique du sénateur Mac Harb visant à mettre fin à la chasse au phoque commerciale.

- Les sénateurs doivent représenter les Canadiens, pas les groupes de pression industriels. Les sondages démontrent invariablement que la vaste majorité des Canadiens s'opposent à la chasse au phoque commerciale.
- Les vétérinaires disent que la chasse au phoque commerciale du Canada est d'une cruauté inhérente et devrait être interdite.
- Les biologistes de conservation disent que le volume actuel d'abattage de phoques constitue une menace à la survie des phoques du Groenland, surtout en lumière des conséquences du changement climatique sur ces animaux dépendants de la glace.
- En raison des effets négatifs du boycottage actuel des fruits de mer et du tourisme canadiens (qui se poursuivront jusqu'à ce que la chasse au phoque soit annulée) et des subventions massives requises pour soutenir le secteur de la chasse au phoque, la chasse au phoque coûte aux Canadiens *beaucoup* plus qu'elle ne leur rapporte.

- La chasse au phoque nuit à notre réputation internationale. Les menaces du Canada d'un défi de l'OMC en réponse aux autres nations interdisant leur commerce de produits du phoque causent des dommages à nos plus importantes relations commerciales.

3. Votre député et vos sénateurs devraient promouvoir une acquisition juste du secteur de la chasse au phoque commerciale.

- L'acquisition fédérale du secteur de la chasse au phoque commerciale représenterait une façon élégante pour le Canada de mettre fin à la chasse commerciale et de se sortir d'une controverse qui le hante depuis un demi-siècle.
- Le rachat du secteur de la chasse au phoque impliquerait le versement d'indemnités aux pêcheurs par le gouvernement fédéral pour la perte de revenus entraînée par la chasse au phoque, ainsi que l'investissement dans d'autres occasions économiques.
- Les fonds requis pour une acquisition généreuse du secteur de la chasse au phoque correspondraient à une minuscule fraction du montant déjà investi par le gouvernement fédéral pour le rachat de services de pêche et les plans de diversification sur la côte Est du Canada au cours des dernières années.
- Un sondage d'Ipsos Reid en 2010 a conclu qu'une **bonne moitié des chasseurs de phoques ayant une opinion appuient l'acquisition fédérale du secteur de la chasse au phoque.**
- Mettre un terme à la chasse au phoque commerciale est clairement logique économiquement. Les marchés internationaux pour les produits du phoque ferment. Les États-Unis, l'Union européenne, le Mexique et la Croatie ont tous interdit leur commerce de produits du phoque et plusieurs autres pays suivent leurs traces. En attendant, un boycottage des fruits de mer canadiens, qui continuera de prendre de l'ampleur jusqu'à ce que la chasse au phoque cesse pour de bon, a déjà suscité l'appui de plus de 5500 établissements et 650 000 individus.
- Les économistes disent que le rachat du secteur de la chasse au phoque coûterait bien moins cher que les subventions annuelles versées pour soutenir le secteur de la chasse au phoque et les pertes de revenus associées aux boycottages de produits canadiens liés à la chasse au phoque.

4. Votre député et vos sénateurs devraient travailler contre le défi relatif au commerce de produits du phoque à l'OMC contre l'interdiction de l'Union européenne.

- En 2009, l'Union européenne a interdit son commerce de produits du phoque. Les représentants du gouvernement canadien ont immédiatement menacé de réagir en mettant l'OMC au défi.
- Un tel défi de l'OMC s'opposerait directement au point de vue des Canadiens, 86 pourcent d'entre eux ayant soutenu le droit de l'UE de bannir le commerce des produits du phoque (Environics 2008).
- Un défi de l'OMC nuirait grandement à notre relation avec notre deuxième plus important partenaire commercial à un moment critique. Présentement, le Canada et l'UE négocient une entente de libre-échange avec laquelle l'économie canadienne récolterait un revenu de 12 \$ milliards annuellement. On peut seulement imaginer le genre d'accueil qu'aura cette entente de libre-échange en Europe en lumière de cette attaque des valeurs de l'UE.
- Si le Canada lance un défi à l'OMC et gagne, cela créera un précédent qui pourrait empêcher le Canada d'interdire des produits qu'il juge inacceptables. Il suffit de penser au refus récent du gouvernement canadien d'interdire le commerce de fourrures de chats et de chiens (en raison de la perception que le faire nuirait à la cause contre l'interdiction de l'UE du commerce des produits du phoque) pour comprendre le dommage que ce type de vengeance commerciale peut causer.

5. Votre député et vos sénateurs devraient travailler pour retirer les subventions fédérales du secteur de la chasse au phoque.

- Une majorité écrasante de Canadiens veulent la fin de la chasse au phoque commerciale et s'opposent à l'utilisation de l'argent des contribuables par le gouvernement canadien pour la promotion du secteur de la chasse au phoque.
- La chasse au phoque commerciale reçoit diverses formes de subventions du gouvernement canadien. Le Canadian Institute for Business and the Environment indique que le gouvernement a fourni plus de 20 \$ millions en subventions au secteur de la chasse au phoque entre 1995 et 2001. En 2004, plus de 400 000 \$ ont été offerts aux entreprises par le gouvernement canadien pour le développement des produits du phoque et les subventions se poursuivent. Des voyages outre-mer pour la commercialisation des produits—tel que le récent voyage de la ministre des Pêches Gail Shea en Chine—aux millions de dollars qu'on estime que le gouvernement canadien a dépensés pour tenter de surveiller la chasse au phoque; aux manœuvres pour briser la glace par la Garde côtière; au coût estimé des négociations avec l'OMC (10 \$ millions) relatives à l'interdiction de l'UE du commerce des produits du phoque; aux fonds dépensés par le gouvernement canadien pour exercer des pressions politiques sur les nations étrangères afin qu'elles n'interdisent pas le commerce de produits du phoque; à l'argent investi par le gouvernement canadien en réponse au boycottage des fruits de mer canadiens par ProtectSeals; à la petite fortune dépensée par les ambassades canadiennes défendant la chasse au phoque commerciale—une quantité énorme de ressources et de fonds publics ont été investis pour la continuation de la chasse au phoque commerciale.
- Dans le contexte actuel d'incertitude économique, ces millions de dollars pourraient être mieux investis.
- Les subventions investies présentement pour soutenir de façon artificielle le secteur de la chasse au phoque commerciale, à la veille de la fermeture de marchés et devant les changements des conditions de glace, devraient être redirigées pour développer des alternatives économiques plus sécuritaires, plus durables pour les pêcheurs.